

Session Bac spéciale pour les candidats retardataires

● Une inspection générale pour le contrôle des finances et marchés publics

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4208 - Dimanche 25 juin 2017 - Prix : 10 DA

Meurtre de Ridane (Bouira)

L'assassin serait le neveu de la victime

La Mecque visée par un attentat

Le terrorisme s'attaque au lieu le plus sacré de l'islam

Justice

L'auteur du quadruple crime de Taghzout présenté devant le procureur

Pétrole



Retour à la case départ pour l'Opep

Le gouvernement présentera des projets au Parlement Révision des Codes de la commune et de la wilaya

Malgré les assurances de Naftal

Les stations-service prises d'assaut à la veille de l'Aïd



Comme à l'accoutumée, les automobilistes se ruent sur les pompes à essence, craignant de rester à sec en raison d'une éventuelle rupture de carburant durant les deux jours de fête, ce qui n'a pas manqué de créer de longues queues et de perturber la circulation routière.

Lac Télamine (Oran)

Le paradis des flamants roses menacé par... les égouts

En hommage aux musiciens Tarek Hammouche et Djamel Missaoui
«El Djanadia» de Boufarik édite deux nouveaux albums

Malgré les assurances de Naftal

Les stations-service prises d'assaut à la veille de l'Aïd

■ Comme à l'accoutumée, les automobilistes se ruent sur les pompes à essence, craignant de rester à sec en raison d'une éventuelle rupture de carburant durant les deux jours de fête, ce qui n'a pas manqué de créer de longues queues et de perturber la circulation routière.

Par Meriem Benchaouia

La crainte de la pénurie de carburant revient hanter les esprits des Algériens. Comme chaque année à la veille de la fête de l'Aïd el Fitr, les stations-service, bien qu'elles soient toutes ouvertes, sont envahies par les automobilistes qui viennent faire le plein.

Comme à l'accoutumée, les automobilistes se ruent sur les pompes à essence, craignant de rester à sec en raison d'une éventuelle rupture de carburant durant les deux jours de fête, ce qui n'a pas manqué de créer de longues queues et de perturber la circulation routière. Pour ceux qui vont faire des déplacements à l'intérieur du pays, pas question de laisser le réservoir à sec.

De longues files se forment alors, des heures durant. Une attente qui finit par harasser les plus téméraires, tant les habitudes des voitures se transforment en véritables fournaies. Du coup, une file d'une vingtaine de

voitures se forme, causant un embouteillage très important sur la rue Didouche Mourad. «Il faut attendre deux heures pour pouvoir faire le plein.

C'est déplorable», s'emporte Samir. Un policier est même présent pour tenter d'organiser la circulation. «Nous sommes habitués à cette situation, chaque année c'est le même scénario, les Algériens se hâtent pour s'approvisionner en carburant de peur de tomber en panne d'essence», a indiqué, pour sa part, un gérant d'une station d'essence.

Pour tenter de rassurer les citoyens, l'entreprise nationale de distribution de carburant affirme qu'aucune pénurie n'est à l'horizon et que la distribution de l'essence sera assurée normalement. Malgré les dernières assurances émises par Naftal, sur la «disponibilité des carburants en quantité et qualité», le rush des automobilistes sur certaines stations-service de la capitale était toujours visible hier matin, où de longues files de véhicules atten-



daient leur approvisionnement en cette énergie. Selon plusieurs gérants de stations d'essence, il n'y a eu, jusque-là, aucun manque. Mais ils craignent que

des pénuries d'essence se produisent durant les fêtes suite à l'affluence de usagers. Pour faire en sorte que la panique ne s'empare des citoyens et éviter

cette ruée, la Société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers a certifié, dans un communiqué, que la distribution des carburants sera assurée durant les deux jours de l'Aïd sur tout le territoire national.

«Naftal informe son aimable clientèle que durant les deux jours de l'Aïd el Fitr et à l'instar des autres jours de l'année, les carburants seront disponibles à travers tout son réseau stations-service à l'échelle nationale 7j/7 et 24h24», note la même source. Toutefois, des chaînes interminables devant les stations-service laissent supposer le contraire. Ce genre de réflexe reste tout de même, il faut l'admettre, négatif. En fait, on ne fait que perpétuer des comportements qui nous nuisent beaucoup plus qu'ils ne nous servent.

Ali T.

M. B.

Université Mouloud-Mammeri

Une nouvelle faculté de médecine à Tizi Ouzou

L université Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou se dotera prochainement dans le cadre de l'élargissement et de la modernisation de ses structures d'une nouvelle faculté de médecine d'une capacité globale de 4 000 places pédagogiques, a-t-on appris samedi du recteur de l'université Mouloud-Mammeri.

Contrairement à d'autres projets qui ont été gelés à cause des restrictions budgétaires, celui de la réalisation d'une nouvelle faculté pour les étudiants en médecine, pharmacie et chirurgie dentaire, a été maintenu, a expliqué Ahmed Tessa.

Les travaux de réalisation d'une première partie de 2 000 places pédagogiques seront entamés prochainement sur le site de l'ancienne faculté, vu l'urgence de la désengorger et permettre aux étudiants d'évoluer dans de meilleures conditions, a-t-il affirmé.

Les 2 000 autres places prévues dans le cadre de ce projet seront lancées après la finalisation de la première tranche, a-t-il expliqué, soulignant que l'actuelle faculté de médecine de l'UMMTO qui compte plus de 3 000 étudiants répartis sur trois départements connaît une grande surcharge des effectifs.

Il a expliqué dans ce sillage que les étudiants en première année inscrits dans l'une des filières concernées suivent leurs cours depuis l'année dernière au niveau du pôle universitaire de Tamda, en l'absence d'espace pédagogique nécessaire à leur scolarité au niveau de la faculté mère.

Le recteur a rappelé qu'en plus du manque de places pédagogiques, la faculté de médecine fait également face à un déficit en personnel enseignant, notamment les professeurs, ce qui se répercute négativement sur la qualité de la formation.

Ali T.

M. B.

Justice

L'auteur du quadruple crime de Taghzout présenté devant le procureur

L auteur présumé du quadruple crime de Taghzout (Est de Bouïra), arrêté mercredi après-midi par les services de la Gendarmerie nationale, a été présenté samedi devant le procureur de la République dans le cadre de l'enquête en cours, a indiqué le chef du Groupement de la Gendarmerie nationale, le lieutenant-colonel Mahdjoub Areibi Kamel.

L'accusé (B.A.) a eu une séance «spéciale» samedi avec le procureur de la République dans le cadre de l'enquête, qui est toujours en cours, avant d'être remis au juge d'instruction, a expliqué le même responsable lors d'une conférence de presse.

Après avoir été entendu par les services de la Gendarmerie nationale, B.A., qui a avait, le 11 juin, tué sa belle-sœur (60 ans), son neveu (32 ans) et sa nièce (22 ans) avant de revenir 10 jours plus tard sur les

lieux pour éliminer, cette fois-ci, son propre frère, a reconnu avoir «l'intention d'éliminer toute la famille de son frère». Un vieux conflit lié à une piste mitoyenne avec le domicile familial serait à l'origine de ce massacre commis après une énième dispute entre les deux familles. «Une grande haine se fait ressentir entre les deux familles depuis de longues années, à cause d'un litige sur cette piste mitoyenne avec la maison de la famille des victimes et qui mène vers la maison du criminel», a rappelé le lieutenant-colonel Mahdjoub Areibi.

«Nous avons même entendu parler d'une affaire de meurs dans cet acte ignoble», a-t-il ajouté, sans fournir de détails. Durant l'interrogatoire, le présumé auteur du quadruple crime (63 ans) a reconnu avoir «regretté le meurtre de la jeune fille et celui de son neveu Rabah (32 ans), qui était un

intermédiaire de réconciliation entre les deux familles», tout en justifiant son acte par son état de «stress et de panique», a précisé le chef du Groupement de la Gendarmerie nationale. A propos de l'arrestation de ce dernier, le conférencier a fait savoir qu'un effectif de plus de 250 gendarmes, dont une brigade sino-technique utilisant trois chiens renifleurs, ainsi qu'un hélicoptère, ont été mobilisés pour rechercher le criminel, qui se repliait dans la forêt voisine d'El Maâdhi où il a été arrêté mercredi à 15h, alors qu'il se cachait derrière les buissons.

«Le criminel ne s'est pas rendu. Il a été arrêté par les éléments de la Gendarmerie nationale lors d'une opération de ratissage effectuée sous la protection de l'Armée nationale populaire (ANP) déployée dans la difficile région montagneuse de Taghzout afin de sécuriser le périmètre de

recherche», a tenu à préciser le chef du Groupement.

«Il a été arrêté avec en sa possession un fusil de chasse et 35 cartouches qu'il a achetées auprès d'inconnus, dont une autre enquête sur cette question est en cours», a-t-il dit.

Pendant sa cavale, le criminel se repliait dans la zone montagneuse et forestière de Maâdhi, et il s'est même rendu à Draâ Lakhmis (près de Bouïra) pour s'approvisionner en nourriture, selon les détails donnés par le conférencier.

Relâchés après l'arrestation de leur père, les fils de l'auteur présumé du quadruple crime seront réentendus par les services de la Gendarmerie nationale, a rappelé le chef du groupement de la Gendarmerie nationale.

Faten C./APS

Tebboune l'a annoncé à l'APN/ Sur instruction de Bouteflika

Session Bac spéciale pour les candidats retardataires

■ Sur instruction du président de la République, dira le Premier ministre Abdelmadjid Tebboune, «une session spéciale du baccalauréat pour les élèves ayant été exclus de la dernière session pour cause de retard sera organisée». C'est l'annonce faite avant-hier soir à l'APN, avant de répondre aux interrogations des députés soulevées lors du débat sur le plan d'action du gouvernement.

Par Lynda Naili

A lors que l'organisation d'une deuxième session du baccalauréat, notamment au profit des candidats retardataires, était totalement exclue par la première responsable du secteur, Abdelmadjid Tebboune, Premier ministre, a annoncé avant-hier soir, lors d'un point de presse tenu à l'issue de la plénière, la tenue d'une session spéciale du baccalauréat, précisant qu'il ne s'agit pas d'une «nouvelle session de l'examen». «Le président de la République, après avoir entendu les doléances des parents d'élèves, a ordonné au gouvernement de préparer une session spéciale pour ces retardataires». «Il s'agit bel et bien, insistera le Premier ministre, d'une session spéciale dédiée exclusivement aux candidats qui n'ont pas pu passer leurs exa-

mens à cause du retard qu'ils ont mis pour rejoindre les centres d'examen». Ainsi, Tebboune tranchera clairement que cette session ne sera ouverte que pour les candidats dont l'absence est dûment constatée par PV et pas d'autres. Pour ce faire, poursuivra le Premier ministre, l'ensemble des prérogatives pour l'organisation matérielle de cette session qui doit se dérouler dans les mêmes conditions de rigueur que celles de la session ordinaire du mois de juin «ont été octroyées à la ministre de l'Education nationale, M^{me} Nouria Benghebril». Ne donnant pas de date pour le déroulement de cette session spéciale, il est attendu toutefois qu'elle ait lieu d'ici la mi-juillet tout au plus. Voilà une annonce inattendue qui viendra soulager des milliers de parents d'élèves et de candidats à ce baccalauréat 2017 qui aura été marqué par un fort taux

d'exclus en raison des retards. A ce sujet M^{me} Nouria Benghebril, ministre de l'Education, avait indiqué que «tout retard enregistré après 09h00 privera le candidat de sa participation aux épreuves», et de préciser que cette mesure «s'inscrit dans le cadre des dispositions adoptées pour sécuriser et garantir la crédibilité du baccalauréat». S'agissant du nombre des candidats retardataires, Abdelmadjid Tebboune indique qu'ils «sont un millier et quelques», alors que Nouria Benghebril, ministre de l'Education, a évoqué avant-hier, en marge de la présentation du plan d'action du gouvernement dans l'hémicycle, le chiffre de 103 000. Pourtant, quelques semaines plus tôt Nedjadi Messuem, inspecteur général du ministère, avait fait état sur les ondes de la Radio nationale qu'ils étaient 7 000 candidats retardataires. L. N.



PH. D. R.

Création d'une inspection générale pour le contrôle des finances et marchés publics

Le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé vendredi soir la création, au niveau du Premier ministère, d'une inspection générale qui a pour mission de contrôler les finances publiques et conférer davantage de transparence au financement et à la réalisation des projets publics, précisant que le gouvernement va lever le gel sur quelques projets de rentabilité économique importante et rapide. «Le gouvernement procédera prochainement, et pour la première fois, à la mise en place d'une inspection générale au niveau du Premier ministère regroupant toutes les compétences économiques, financières et juridiques, qui se penchera sur les problèmes majeurs en matière de marchés publics», a déclaré le Premier ministre lors d'une conférence de presse à l'issue du vote du plan d'action à l'APN. Cette inspection aura pour mission «le contrôle minutieux des finances publiques notamment les marchés nécessitant des fonds conséquents», a indiqué M. Tebboune, ajoutant : «Nous parviendrons, à travers cette Commission et avec le concours de tous les ministères concernés, à la transparence que nous nous sommes engagés à conférer en matière de marchés publics et à augmenter le rendement des investissements lancés».

Dans ce contexte, le Premier ministre a fait état de «la révision de certains projets gelés pour leur lancement, notamment ceux relatifs au développement de l'économie de proximité et le développement local, particulièrement dans les wilayas isolés et les zones frontalières».

La première condition pour relancer les projets c'est la rapidité de leur rendement, a expliqué M. Tebboune, ajoutant que «les investissements rentables à long terme ne sont pas une priorité» et que «la priorité sera accordée aux projets de petites et moyennes entreprises (PME) créatrices de richesse et apportant des solutions aux problèmes actuels tels que

la diversification de l'économie et l'absorption du chômage». En réponse à une autre question sur les modalités de financement des projets programmés dans une conjoncture marquée par le manque des recettes du Trésor public suite au recul des cours de pétrole, M. Tebboune a affirmé que le gouvernement «n'a à aucun

moment parler d'austérité mais de rationalisation des dépenses et de reconsidération des priorités».

Le Premier ministre a fait savoir, à ce propos, que le recrutement dans les secteurs et services publics «se poursuivra» et que le gouvernement compte renforcer le tissu des entreprises économiques

notamment les PME pour diversifier l'économie nationale et créer la richesse et les postes d'emploi.

Concernant les réserves de change, M. Tebboune a indiqué qu'elles s'élèvent actuellement à quelque 114 milliards de dollar.

A. T.

Réglementation de l'activité des chaînes de télévision privées avant fin 2017

Le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé vendredi soir à Alger la «réglementation» de l'activité des chaînes de télévision privées avant fin 2017 et leur «accréditation en tant que chaînes algériennes selon un cahier des charges plus précis».

Répondant aux préoccupations soulevées par les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) lors d'une séance plénière consacrée au vote du plan d'action du gouvernement, M. Tebboune a réitéré que «la liberté d'expression est un acquis démocratique et en réponse à tout ce qui a été dit à ce sujet, le gouvernement œuvrera à son renforcement à travers l'activation et la consolidation des autorités de régulation sur lesquelles je veillerai personnellement, ainsi qu'à l'installation du Conseil d'éthique et de déontologie de la presse».

A ce propos, M. Tebboune a annoncé la «réglementation des chaînes de télévision privées avant la fin de l'année en cours, parallèlement au lancement du projet de création d'une chaîne de télévision parlementaire».

En réponse à la presse à l'issue de la séance de vote, le Premier ministre a déclaré que le «dossier des chaînes de télévision privées sera définitivement clos avant fin 2017», annonçant «l'accréditation

de ces dernières, selon un cahier des charges plus précis, en tant que chaînes algériennes diffusant depuis l'Algérie et non de l'étranger».

Le Premier ministre avait souligné mardi dernier, lors de la présentation du plan d'action du gouvernement, que le gouvernement œuvrera à la «consécration de la liberté de la presse et d'expression ainsi que du droit à une information objective et honnête» à travers «l'installation du Conseil d'éthique et de déontologie de la presse aux côtés de l'Autorité de régulation de la presse écrite et de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel».

Outre la réorganisation des moyens publics d'édition, le Premier ministre a évoqué les conditions d'accréditation des chaînes privées de droit algérien, la mise en place du réseau de diffusion analogique terrestre et la mise en service de stations de diffusion radiophonique (FM) et de réseau radiophonique et télévisuel par satellite.

Le volet relatif au renforcement de la liberté d'expression constitue l'un des principaux axes contenus dans le plan d'action du gouvernement à travers «l'élargissement de l'espace des droits et des libertés du citoyen qui sera poursuivi par la consécration effective et la consolidation des garanties de la liberté de la

presse et du droit à l'information qui constituent un support essentiel à l'exercice de la démocratie».

L'enjeu est de compléter le cadre organisationnel qui «doit poser les jalons éthiques et professionnels devant guider la presse dans sa marche vers une modernisation qui consacre et consolide la liberté de la presse et le droit à l'information en la harmonisant avec les impératifs d'éthique, de responsabilité professionnelle et de déontologie».

A cet effet, le plan d'action du gouvernement indique que ce dernier «initiera, dans ce cadre, toutes les mesures tendant à renforcer la liberté de la presse écrite et audiovisuelle ainsi que la liberté de diffusion des informations, des idées, et des opinions, dans le respect de la dignité, des libertés et droits d'autrui, des constantes, des valeurs religieuses, morales et culturelles de la Nation».

Le gouvernement entend mener sa démarche de modernisation à travers la promotion de la «dignité et de la décence sociale» des journalistes et la poursuite de l'amélioration de leurs droits sociaux selon les principes consacrés par la loi.

Le gouvernement s'attache, par ailleurs, à organiser la communication institutionnelle de manière à refléter une «volonté de transparence».

A. T.

La Mecque visée par un attentat

Le terrorisme s'attaque au lieu le plus sacré de l'Islam

■ La grande mosquée de La Mecque a été la cible d'un attentat suicide vendredi soir, faisant onze blessés dont cinq policiers et provoquant l'effondrement d'un bâtiment annexe où se barricadait un kamikaze qui s'est fait exploser.

Par Louiza A. R.

Les autorités saoudiennes ont annoncé «la mise en échec vendredi d'une action terroriste imminente qui visait les fidèles et la sécurité de la Grande mosquée», située dans l'ouest saoudien. L'attentat a été déjoué au moment où les fidèles étaient massivement rassemblés à la Grande mosquée pour le dernier vendredi du ramadhan. Cette tentative d'attentat est la deuxième du genre à viser un lieu sacré des musulmans en Arabie saoudite. Pour rappel, en juillet 2016, un attentat perpétré à Médine, deuxième lieu saint de l'Islam, avait fait quatre morts parmi les gardiens de sécurité, près de la Mosquée du Prophète Mohamed.

Suite à l'attentat, des réactions condamnant cet acte «terroriste» contre le lieu saint de

l'Islam se succèdent. L'Iran et le Qatar ont aussitôt exprimé leur solidarité avec l'Arabie saoudite, malgré la rupture de leurs relations avec le royaume saoudien.

Le Qatar, s'est dit «solidaire avec le royaume saoudien frère» et réaffirmé son «rejet de violence et du terrorisme». L'Iran aussi s'est déclaré prêt à «coopérer dans la lutte antiterroriste».

La prestigieuse institution de l'Islam, Al-Azhar, basée en Egypte, et le gouvernement jordanien ont condamné l'attentat. «Al-Azhar se tient au côté du royaume d'Arabie saoudite dans la lutte contre le terrorisme, (...) jusqu'à son éradication», a indiqué le grand imam Ahmed al-Tayeb, lors d'un entretien téléphonique vendredi soir avec le prince héritier Mohammed ben Salmane, selon un communiqué d'Al-Azhar. En Jordanie, le ministre de l'Information et porte-parole du gouvernement

Mohamed Momani a dénoncé un «complot terroriste», réitérant dans un communiqué l'appel de son pays «à concerter les efforts pour lutter contre le terrorisme».

M. Momani a salué les efforts saoudiens «pour affronter les terroristes, qui ont essayé de profaner un des lieux les plus purs de la terre avec leur tentative de prendre pour cible la foule de pèlerins, dans l'enceinte de la Grande mosquée».

L'Iran condamne

L'Iran également a condamné hier l'attentat déjoué à La Mecque en Arabie saoudite et s'est déclaré prêt à «coopérer» dans la lutte contre «les dealers de mort». «Cette action montre une fois encore que le terrorisme débridé qui vise le monde entier, la région et en particulier les musulmans et les pays isla-



Ph.D. R.

miques, ne connaît ni religion, ni géographie, race ou nationalité, et qu'il peut même frapper le lieu le plus sacré des musulmans dans le monde», a déclaré Bahram Ghassemi, porte-parole des Affaires étrangères iraniennes. «L'Iran a toujours

condamné le terrorisme sous toutes ses formes, où qu'il frappe et a toujours dit être prêt à aider et à coopérer avec les autres pays pour combattre ces criminels, dealers de mort et semeurs ignorants de haine», a-t-il ajouté. L. A.R./APS

Lac Télamine (Oran)

Le paradis des flamants roses menacé par... les égouts

A une dizaine de kilomètres d'Oran, deuxième plus grande ville du pays, un lac salé, Télamine, est chaque année le théâtre d'une belle histoire naturelle : le regroupement de milliers de flamants roses, élégants échassiers qui s'empourent à la saison des amours.

Visiter le lac Télamine, situé dans la commune de Gdyl, à l'Est d'Oran, suscite des sensations contradictoires. L'émerveillement face à la beauté de ce site, où des milliers de flamants roses hivernent chaque année, est vite rattrapé par la désolation que vient réveiller une forte odeur d'égouts repoussante, qui agresse le visiteur déjà à des dizaines de mètres du lac.

Alors que ce lac offre un véritable plaisir pour les yeux, avec ses eaux étalées sur une superficie de 1 100 hectares, passant du bleu au blanc minéral et ses innombrables tâches roses blanchâtres, l'odeur qui se dégage du site suscite une sensation désagréable, et une multitude de questions sur le sort de ce site laissé à l'abandon, avec des promesses de sauvegarde qui n'aboutissent jamais.

Guidé par un élément de la Conservation des forêts de la wilaya d'Oran, en marge d'une visite officielle au site, cheminant une piste qui traverse une ferme d'élevage, l'APS a pu se rapprocher pour voir de plus près les majestueux flamants roses.

Pour approcher ces oiseaux très nerveux, qui s'envolent en groupe au moindre bruit, il faut ruser : s'approcher à pas feutrés, comme un voleur affûté. Se cacher et même ramper pour tromper la haute vigilance des échassiers.

Avide de renouer avec la nature dont il a été privé, un citadin ne peut être que ravi de découvrir qu'à quelques kilomètres de la ville, il peut y avoir un site

aussi beau et aussi sauvage que le lac Télamine.

Un site de reproduction

Un consensus est fait, présentant la saline comme un site d'hivernage du flamant rose, où il séjourne entre les mois de janvier et juillet de chaque année. Pourtant, une étude menée par un laboratoire de recherche de l'université de Guelma a prouvé qu'il s'agit d'un site de reproduction. Une raison de plus pour prendre des mesures pour conserver le site, estiment les spécialistes.

Le rôle des zones humides algériennes a longtemps été occulté. L'espèce étant considéré seulement comme hivernale, avec un effectif maximum ne dépassant pas les 5 000 oiseaux, a noté le Pr Boujemaâ Samraoui, président du Laboratoire de conservation des zones humides à l'université de Guelma, qui a mené l'étude sur la nidification du flamant au lac Télamine.

Pourtant l'étude menée par ce laboratoire en 2015, a pu prouver que le flamant rose se reproduit bel et bien dans le lac Télamine. Mieux encore, l'effectif des oiseaux a été estimé à plus de 12.000 individus, ce qui hisse le lac au rang de deuxième plus important site de groupement du flamant rose en Algérie après Sebkhett Ezzemoul, dans la région d'Oum El-Bouaghi.

Au cours des dernières années, l'étude du flamant rose en Algérie a permis la localisation de 7 sites de nidification, a assuré le Pr Samraoui, dans un entretien à l'APS, ajoutant que sur trois de ces sites (Ezzemoul, El Goléa et Safioune), il a été constaté que l'espèce s'est reproduite à six reprises avec succès, conduisant à l'envol de plus de 20 000 poussins.

Derrière la découverte de la nidification du flamant rose au lac Télamine, apparaît un ornithologue amateur, Ali Mahadji, qui sillonne depuis une vingtaine d'années le territoire national pour photographier des oiseaux. Son regard connaisseur a pu détecter les nids des flamants roses au lac Télamine. Après avoir posté les photos sur un forum réunissant les ornithologues maghrébins, le laboratoire de l'université de Guelma s'est intéressé sur le sujet et a décidé de lancer une étude.

Ali Mahadji, un sexagénaire natif d'Oran et établi à Paris, séjourne fréquemment dans le pays et connaît bien le lac Télamine où il a passé des jours et des nuits à la recherche d'un beau cliché. Contacté, il a indiqué que la pollution n'est pas l'unique danger qui menace le lac et ses flamants, les chiens errants qui s'attaquent surtout aux oisillons et les braconniers sont aussi des prédateurs redoutables.

Un espace de vie en danger de mort

A la Conservation des forêts, on reste vague sur la question des braconniers, estimant que la chair du flamant rose n'est pas comestible. Pour les chiens errants, le responsable du bureau de la protection de la faune et la flore de la Conservation des forêts a indiqué que plusieurs campagnes d'abattage ont été organisées, ajoutant que l'environnement immédiat du lac a été nettoyé, notamment des tas de déchets inertes souvent déversés par les riverains.

Le problème majeur du lac reste la pollution qui, selon le président de l'association Boudour, Mohamed Akroum, risque d'asphyxier le lac ainsi que sa flore et sa faune si rien n'est fait.

Le site est très dégradé. C'est écrit noir sur blanc dans toutes les présentations du site, dont celle de la Conservation des forêts. Ce n'est un secret pour personne. Quelque 10 000 m³ d'eaux usées provenant des communes de Benfrouha, Hassiane Toulal, Hassi Ben Okba, Hassi Mefsoukh et Gdyl ainsi que de la zone industrielle de Hassi Ameur sont quotidiennement déversés dans ce site.

A chaque fois que la voix de la société civile s'élève pour dénoncer le sort réservé à ce lac, les autorités promettent de régler le problème par le biais d'un projet de mise en place d'une station de traitement des eaux usées (STEP), avant de les déverser dans le site. Ce projet date de quatre années mais rien n'a été fait dans ce sens jusqu'à présent, souligne M. Akroum. Le projet de la STEP exigeant une enveloppe de 700 millions de DA, n'a toujours pas été inscrit. L'association Boudour a proposé de construire des bassins de décantation en amont du lac pour filtrer les eaux usées qui viennent des communes avoisinantes, un projet beaucoup moins coûteux.

L'ex-wali d'Oran, Abdelghani Zaalane, avait approuvé l'idée et assuré lors d'une visite au lac, le 14 mai dernier, à l'occasion de la journée mondiale des oiseaux migrateurs, que sept bassins de décantation seront construits.

En attendant que la protection de l'environnement et les questions relevant de l'écologie deviennent des priorités et que des mesures concrètes et urgentes soient adoptées, le lac Télamine risque de s'éteindre. Les flamants trouveront d'autres sites pour hiverner et même se reproduire, mais Oran aura perdu un site naturel où la richesse de la biodiversité a peu d'égal.

Siham B./APS

Pétrole

Retour à la case départ pour l'Opep

■ Les prix du baril de pétrole sont revenus à leur plus bas niveau depuis 7 mois, signant l'échec de la politique de réduction de l'offre mise en place à l'initiative de l'Opep.

Par Raja J.

La cohésion de l'organisation pourrait être mise à mal, fragilisée par la crise déclenchée par la mise en quarantaine du Qatar, opposant plusieurs de ses membres, notamment l'Arabie saoudite et ses alliés à l'Iran. La stratégie de l'Opep décidée en novembre dernier ayant pour objectif de faire passer le prix du baril de pétrole au-dessus des 55 dollars a échoué. La référence du brut américain, le WTI, passait sous les 43 dollars, le niveau de prix auquel il se situait avant l'accord historique trouvé en novembre dernier entre l'Opep et des pays non membres comme la Russie pour limiter la production de brut.

Scepticisme des investisseurs

Cet accord visait à réduire l'offre de 1,8 million de barils par jour (mbj) à partir de janvier 2017 et ce pour 6 mois. En mai, face au scepticisme des investisseurs, l'organisation s'était engagée à maintenir ses quotas jusqu'à mars 2018. Cet échec n'est pas dû aux «passagers clandestins» de l'accord. Une fois n'est pas coutume, la conformation aux plafonds de production fixés par pays a été respectée, «à 106% en mai», indiquait même jeudi le ministre koweïtien du Pétrole. Le «coupable» est à



chercher plutôt du côté des Etats-Unis dont la remise en production de nombreux puits et la technologie du «fracking» ont envoyé la production de brut du pays à 9,5 mbj, son plus haut volume quotidien depuis presque 2 ans. Par ailleurs, la persistance de stocks de réserve largement au-dessus de leur niveau moyen des cinq dernières années dans la plupart des pays de l'OCDE pèse sur le potentiel de hausse des cours.

Marché cyclique

Le marché du pétrole est traditionnellement cyclique. Un prix du pétrole bas favorise la croissance économique dans les pays consommateurs, ce qui en retour entraîne une hausse de la demande. Jeudi, les experts de l'Opep ont d'ailleurs prévu ce rééquilibrage du marché au cours du deuxième semestre 2018. Les mêmes assuraient en novembre qu'il aurait lieu à la fin de cette année. Il y a toutefois un élément qui pourrait changer la configuration du marché, la

cohésion de l'Opep elle-même. Déjà en 2015, elle avait été mise à mal avec la décision unilatérale de l'Arabie saoudite d'augmenter ses exportations. Il s'agissait pour le royaume de gagner des parts de marché et de contraindre les puits américains à fermer en raison de leur coût d'extraction plus élevé. Surtout, Riyad voulait contrer le retour de l'Iran qui, à la suite de la levée des sanctions internationales liées à l'accord sur son activité nucléaire, voulait produire et exporter au maximum. Cette décision avait provoqué finalement une chute des cours qui a réduit les revenus des pays membres très dépendants de la rente pétrolière, et fragilisé la situation de pays comme le Venezuela.

Le Qatar mis en quarantaine

Si par le passé, les pays membres de l'Opep ont toujours su laisser de côté leurs différends géopolitiques au nom de leur intérêt commun bien com-

pris, la rivalité entre l'Iran et l'Arabie saoudite a pris depuis quelques jours un tournant plus belliqueux, impliquant plusieurs membres de l'organisation. Le royaume et les Emirats arabes unis soutenus par d'autres pays ont décidé d'imposer une mise en quarantaine au Qatar, accusé de soutenir le terrorisme et d'être un allié de l'Iran. Entre ces deux camps, le Koweït joue les bons offices pour trouver un terrain d'entente et cesser l'escalade. Les Etats-Unis s'inquiètent ouvertement de la situation. Hier, le département d'Etat s'est ainsi dit «abasourdi» par le manque de preuve pour étayer les accusations de Riyad à l'endroit du petit mais riche émirat gazier.

Changement de prince héritier

Cette inquiétude pourrait grandir en raison de la montée en puissance de Mohammed bin Salman, fils du roi Salman, qui a décidé d'en faire le prince héritier au détriment de son neveu Mohammed bin Nayef.

Mohammed bin Salman, 31 ans, ministre de la Défense, est l'artisan de la guerre menée au Yémen contre les milices soutenues par l'Iran. Le pays connaît aujourd'hui une situation humanitaire catastrophique. Le nouveau prince héritier est aussi l'artisan d'un ambitieux plan de réformes intitulé Vision 2030 pour faire évoluer le modèle économique saoudien pour le rendre moins dépendant de la rente pétrolière. Il devrait également superviser, après l'avoir annoncée, la mise en Bourse de la compagnie pétrolière Aramco, qui devrait rapporter des centaines de milliards de dollars au pays. De tels objectifs pourraient finalement conduire Riyad à se sentir à l'étroit dans l'Opep actuelle, d'autant que l'influence de l'organisation s'est considérablement réduite par rapport aux décennies 1970-1990. Mais même en cas de cavalier seul, l'Arabie saoudite aura un besoin vital d'un prix du baril élevé pour pouvoir financer les projets de son ambitieux prince héritier. R. J./Agences

Durant le ramadhan à Ghardaïa

Plus de 85 millions DA de transactions commerciales dissimulés au fisc

Un montant de plus de 85 millions DA de transactions commerciales sans factures ont été décelées par les services de contrôle de la direction du Commerce (DC) de la wilaya de Ghardaïa durant le mois de ramadhan, a révélé, hier, le directeur de wilaya du secteur. Ce montant relevé par les brigades d'inspection de la DC auprès des opérateurs économiques exerçant dans la wilaya a été décelé au terme de 3 797 actes de contrôle, a précisé Mohand Ameziene Zemouri.

A l'issue de ces actes de contrôle, 332 infractions à la pratique commerciale et 128 infractions à la qualité ont été constatées, 440 dossiers d'infractions transmis à la justice et 13 fermetures de locaux commerciaux effectuées, pour la plupart ne

répondant pas aux conditions de la pratique commerciale, notamment le défaut de registre du commerce, l'exercice de l'activité commerciale illicites et défaut de facturation et d'affichage de prix ainsi que la vente de produits périmés ou non

conformes à l'utilisation, a-t-il expliqué. Quelque 57 prélèvements d'échantillons aux fins d'analyses dans les laboratoires de contrôle de qualité de Ghardaïa pour les analyses microbiologie et de Ouargla pour l'analyse physico-chimique,

ont été effectués durant la même période sur différents produits de large consommation, a ajouté le directeur du commerce. Plusieurs échantillons se sont avérés non conformes à la santé du consommateur, ce qui a obligé les services du commerce à

procéder à la saisie de 1,34 tonne de produits alimentaires, notamment les viandes et dérivés et les confiseries, d'une valeur de plus de 688 000 DA avant leur destruction et incinération, selon le même responsable. Salem K./APS

Zone euro

La croissance du secteur privé ralentit en juin

La croissance du secteur privé dans la zone euro a nettement ralenti en juin, se maintenant cependant à un niveau élevé, a indiqué le cabinet Markit dans la première estimation de l'indice PMI composite. L'indice s'inscrit à 55,7 en juin, contre 56,8 en mai, son niveau le plus bas depuis cinq mois, a souligné Markit dans un communiqué. Lorsque le PMI est supérieur à 50 points, cela signifie que l'activité progresse, tandis qu'elle

se replie s'il est inférieur à ce seuil. «Sur l'ensemble du deuxième trimestre 2017», la région enregistre cependant «sa plus forte expansion depuis plus de 6 ans», observe le cabinet. De plus, en dépit du ralentissement enregistré en juin, «la forte croissance des nouvelles affaires et le niveau élevé de la confiance ont permis au taux de création d'emplois de se maintenir à l'un de ses plus hauts niveaux des 10 dernières années». Le

«léger ralentissement de la croissance» est «à relativiser (...) à l'aune des rythmes élevés observés au cours des derniers mois», a commenté Chris Williamson, un économiste chez Markit. «La valeur moyenne de l'indice PMI pour l'ensemble du deuxième trimestre atteint en effet un pic de 6 ans, et affiche un niveau conforme à une accélération de la croissance du PIB de 0,6% au premier trimestre à 0,7%», a-t-il relevé. R. E.

Tizi-Ouzou

Des lauréats de la formation professionnelle reçoivent leur contrat de travail

■ Un total de 35 lauréats de la formation professionnelle pour l'année 2016-2017 de la wilaya de Tizi-Ouzou ont reçu leur contrat de travail à l'occasion d'une cérémonie organisée par la direction locale de la formation et de l'enseignement professionnels, a indiqué un communiqué de la Dfep.

Par Lydia O.

L'ensemble des établissements de la formation professionnelle de la wilaya ont participé à la sélection de ces 35 lauréats qui ont suivi des stages de formation résidentielle ou par apprentissage dans 13 branches et 34 spécialités et qui ont brillé par leurs bons résultats durant leur cursus, indique le communiqué. En plus des 35 contrats de travail remis lors de cette cérémonie abritée par l'INSFP «Mohand-Arezki-Imerzoukene» (haute-ville de Tizi-Ouzou), le président-directeur général d'une minoterie privée (Le Semeur) a pris l'engagement de recruter 17 stagiaires diplômés dans les spécialités de l'agroalimentaire, a précisé la

Dfep. L'insertion de ces diplômés dans le marché de l'emploi a été concrétisée grâce à la contribution de l'Agence de wilaya de l'emploi. Elle entre également dans le cadre de la mise en œuvre des conventions signées entre la Dfep et la Confédération algérienne du patronat (CAP) et le Forum des chefs d'entreprises (FCE), a-t-on souligné. Le wali, Mohammed Bouderbali, qui était présent à cette cérémonie, a considéré que celle-ci était une initiative qui incitera les stagiaires à redoubler d'efforts pour obtenir de bons résultats afin de s'assurer une place dans le monde du travail. Il a ajouté que le partenariat entre le secteur de la formation professionnelle et les entreprises permettait de former en fonction des besoins du marché local de l'em-



ploi et donc d'améliorer le taux d'insertion des diplômés. Le directeur de la formation et de l'enseignement professionnels,

Arab Abdenacer, a indiqué pour sa part qu'il était attendu la sortie de 3.713 nouveaux diplômés dans différentes spécialités, dont

1 035 en bâtiment et travaux publics, 500 en l'électronique et informatique, 237 en menuiserie et construction métallique, 250 en l'hôtellerie et tourisme et 300 dans les métiers de l'artisanat.

L. O./APS

Mostaganem

Mobilisation de 2 500 gendarmes dans le cadre du plan Delphine 2017

Quelque 2 500 gendarmes seront mobilisés à Mostaganem dans le cadre du plan Delphine 2017, a-t-on appris du chargé de communication du groupement territorial de la gendarmerie nationale. Le capitaine Bouafia Salim a indiqué, en marge des «portes ouvertes» sur la Gendarmerie nationale à la maison de la culture «Ould-Abderrahmane-Kaki», que le groupement de wilaya de ce corps de sécurité sera renforcé par des agents supplémentaires des wilayas limitrophes à l'instar de Relizane et de Sidi Bel-Abbès et des écoles de formation relevant de la gendarmerie nationale en vue d'encadrer et d'accompagner la saison estivale 2017. Ce plan, qui se poursuivra jusqu'à la fin

octobre prochain, vise à sécuriser la circulation routière et protéger les estivants contre la criminalité à travers les 34 plages autorisées à la baignade. Les statistiques avancées lors de cette manifestation de trois jours font ressortir une baisse du nombre d'accidents de la circulation et de décès durant les cinq premiers mois de l'année en cours par rapport à l'année dernière. La même période a enregistré 34 accidents de la route faisant 17 morts et 47 blessés à des degrés différents de gravité contre 50 accidents (24 morts et 123 blessés) en 2016. Les causes des accidents enregistrés surtout sur les RN 90 et 11 sont dues à l'excès de vitesse et dépassements dangereux, entre autres. La Gendarmerie nationale

a traité, durant la même période, 14 affaires de vol de voitures avec l'arrestation de 11 personnes dont 9 écroués et 2 mis en liberté provisoire et la récupération de 6 véhicules. Au total, 34 affaires de drogue ont été traitées avec l'arrestation de 34 personnes dont 28 placées en détention et 6 libérées. La valeur des saisies a atteint 5 kilos de kif traité, 1,6 grammes de cocaïne et 225 psychotropes. Pour l'immigration clandestine, les mêmes services ont traité deux affaires et arrêté 13 personnes qui ont été ensuite mis en liberté. Des moudjahidine et veuves de chouchada, des handicapés et des retraités du corps de la gendarmerie nationale ont été honorés à cette occasion.

Hatem D./Agences

Sétif

Remise d'attestations d'attribution de logement de type location-vente

Une opération de remise d'attestation d'attribution de 1 020 logements de type location-vente sur un total de 2 000 unités de même type a été lancée à Sétif. Cette opération devra se poursuivre les jours à venir pour cibler 1 943 bénéficiaires sur un total de 2 000 bénéficiaires, a précisé la directrice des relations générales auprès de la direction générale de la Caisse

nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP-banque), M^{me} Nacera Ibrissane, en marge de la cérémonie de remise symbolique de 20 attestations, tenue en présence des autorités locales et le directeur général de la CNEP-banque, Rachid Metraf. La responsable a indiqué que 35 dossiers font actuellement l'objet d'étude par les services de la CNEP-banque pour statuer sur

leur bien-fondé. Elle a également affirmé que l'Agence d'amélioration et de développement du logement (AADL) a été destinataire d'une demande pour compléter les 22 noms bénéficiaires du quota de 2 000 logements à livrer par la CNEP-banque. Le nombre de logement remis à Sétif par la CNEP-banque s'élève à 2 316 unités, dont 50 à Bir El Arch, 30 à Ain Arnat, 50 à Ain

Azel, et 120 dans la localité d'El Kasriya, en attendant la réception dans les jours à venir de 36 logements à Hamam Sokhna et 30 autres à Ain Oulmène, a révélé M^{me} Ibrissane. Un programme national de 43 000 logements de type location-vente a été inscrit à l'actif de la CNEP-banque dont 17 294 unités ont été achevées, a fait savoir la responsable.

N. B.

Sidi Bel-Abbès

Tests de la vitesse maximale du tramway

Des essais sur la vitesse maximale du tramway de Sidi Bel-Abbès, qui entrera en service le 5 juillet prochain, ont été lancés, a-t-on appris du chef du projet, Laid Ziane. La période s'étalant de 5 heures à sept heures du matin a été choisie pour effectuer ces essais qui se poursuivront demain jeudi. Ces essais sur une distance de 14,5 kilomètres utilisent des wagons à une vitesse de 55 km à l'heure avec des arrêts entre les stations, selon le même responsable qui a affir-

mé que c'est une vitesse importante au centre-ville nécessitant une maîtrise par les conducteurs. M. Laid a souligné que lors de l'entrée du tramway de Sidi Bel-Abbès en service, la vitesse sera fixée pour chaque tronçon, faisant savoir que les conducteurs sont formés dans ce domaine afin d'assurer une gestion optimale de ce moyen de transport moderne à travers 22 stations. Le même responsable a appelé les citoyens (piétons et automobilistes) à éviter le tracé du tramway

lors des essais qui sont effectués avec la collaboration des services de la sécurité (police, gendarmerie) et de la protection civile lors d'une période où le trafic est moins dense surtout au mois de ramadhan. Ce projet structurant, qui a nécessité une enveloppe de 32 milliards DA, devra entrer en service le 5 juillet prochain sur une longueur de 14,5 km et une capacité de transport de 62.000 passagers/jour permettant de générer entre 650 et 700 emplois.

APS

Saïda/ Réhabilitation et modernisation de l'hôtel «El Foursane»

Réception du projet en septembre

LE PROJET de réhabilitation et modernisation de l'hôtel El Foursane de Saïda sera réceptionné en septembre prochain, a-t-on appris du directeur du tourisme et de l'artisanat, Mohamed Bensaoud. En marge de la journée nationale du tourisme célébrée le 24 juin, Mohamed Bensaoud a souligné que les travaux d'aménagement de cet établissement hôtelier relevant de l'Entreprise de gestion touristique de Tlemcen (EGTT) devront offrir des conditions meilleures de repos et d'accueil aux touristes. Cet hôtel situé à proximité de l'ancienne forêt de Saïda a été lancé en travaux en 2015 pour un coût de 550 millions DA, a-t-on indiqué. Cet hôtel, aménagé sur une superficie d'un hectare, dispose de 62 chambres, 136 lits, d'un restaurant, d'une cafétéria, d'une salle de conférences et d'une piscine. Cette journée, organisée sous le slogan tourisme et développement durable, a été marquée par une visite aux enfants hospitalisés à l'hôpital «Hamdane-Bakhta» (Saïda), auxquels ont été offerts des cadeaux, des jouets, des friandises et des fleurs. Dans ce cadre, le directeur du tourisme et d'artisanat a souligné que cette initiative coïncide avec la célébration de la journée nationale du tourisme, la célébration de l'ailat El Qadr vise à faire entrer le sourire aux enfants malades. R. R.



Pays le plus signalé par les Etats comme source

Maroc, premier pourvoyeur de résine de cannabis dans le monde

■ Le Maroc est resté en 2015 le premier pourvoyeur et producteur de résine de cannabis au monde, alimentant essentiellement les réseaux de trafic de drogue en Europe et en Afrique du Nord, selon un rapport de l'ONUdc.

Par Halim O.



Ph : DR

« Le Maroc reste le pays le plus signalé par les Etats comme

source de résine de cannabis, suivi de l'Afghanistan et, dans une moindre mesure, du Liban, de l'Inde et du Pakistan », souligne l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime dans son rapport 2017 sur les drogues dans le monde. Contrairement au trafic de résine de cannabis de l'Afrique du Nord vers l'Europe qui est à la fois interrégional et intrarégional, le trafic d'herbe de cannabis continue d'être intrarégional, constate le rapport. Par conséquent il est plus facile d'identifier les pays les plus fréquemment signalés au niveau régional comme pays producteurs de cette drogue, précise l'Onudc. En 2015, le Maroc a continué d'être le premier producteur mondial de résine de cannabis avec 38 000 tonnes produites en plein air. Sa production en intérieur s'est élevée à 760 tonnes durant la même année, selon les chiffres fournis par l'Onudc. Les surfaces

cultivées en résine de cannabis au Maroc ont atteint 47 000 hectares en 2015, dont 45 853 hectares exploités. Les données sur les surfaces de culture en intérieur ne sont pas disponibles. L'office onusien relève que le Maroc a continué durant la période 2010-2015 d'alimenter l'Europe et les pays d'Afrique du Nord en résine de cannabis, acheminée vers ces pays par des réseaux de contrebande.

En plus des livraisons continues vers l'Espagne, la France, l'Italie et les Pays-Bas, Europol a signalé une nouvelle route, via la Libye, empruntée par les trafiquants pour faire transiter la drogue produite au Maroc vers l'Europe, selon l'Onudc. Les données de l'Onudc et d'Europol confirment que la majeure partie de la drogue introduite en Europe est produite au Maroc. L'Afghanistan a été, quant à lui,

pourvoyeur des pays voisins, principalement le Pakistan et l'Iran, alors que la résine de cannabis produite au Liban est essentiellement acheminée vers les pays du Moyen-Orient. Le rapport souligne que l'étendue de la culture du cannabis dans le monde est difficile à évaluer. Les indicateurs de production de cette drogue proviennent des autorités chargées de l'application de la loi et reflètent dans une certaine mesure les moyens et les priorités de ces institutions. L'Onudc relève, par ailleurs, que les revenus générés par le trafic de drogue nuisent à l'économie. « Un afflux d'argent provenant du narcotrafic peut stimuler l'investissement et faire progresser le produit intérieur brut local. Sur le long terme, en revanche, l'argent de la drogue tend à avoir des effets négatifs, notamment lorsqu'il représente une part impor-

tante de l'économie d'une communauté ou d'un pays », précise l'office. Dans ce cas, il est susceptible de faire gonfler les prix de l'immobilier, de fausser les chiffres des exportations, de créer une concurrence déloyale, de renforcer l'inégale répartition des revenus et des richesses et d'accroître la corruption, selon l'ONU. En outre, le développement d'une économie illicite contribue à affaiblir l'état de droit et favorise la corruption, ce qui renforce en retour le secteur de la drogue, constate le rapport. Des études montrent que l'injection dans l'économie d'argent blanchi, tiré notamment de la drogue, entraîne globalement une diminution des taux de croissance. Une étude concernant 17 pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques a permis d'estimer qu'une augmentation d'un mil-

liard de dollars du volume d'argent blanchi pouvait réduire la croissance économique globale de 0,03 à 0,06 point de pourcentage, souligne l'Onudc.

H. O./Agences

Commerce illégal du phosphate du Sahara occidental

Une société britannique met fin à ses activités

La société de transport en vrac de l'île de Man, LT Ugland, a annoncé qu'elle mettra fin à son implication dans le commerce de la roche phosphatée du territoire du Sahara occidental, illégalement occupé par le Maroc, selon l'observatoire des ressources naturelles du Sahara occidental (WSRW). La société LT Ugland, dépendant du Royaume-Uni, a décidé de mettre fin à toutes ses activités commerciales en relation avec le phosphate des territoires occupés du Sahara occidental. Elle faisait partie d'une liste de « transporteurs du conflit » publiée dernièrement par l'observatoire, sur les entreprises impliquées dans le commerce illégal des ressources sahraouiennes. Le 20 juin, Lars T. Ugland, président de LT Ugland, a déclaré au journal économique norvégien *Finansavisen* qu'il allait se soumettre à la décision de la Cour de l'Union européenne, et « exclure le Sahara occidental des zones de ses activités, jusqu'à ce que le conflit sahraoui soit réglé », rapporte WSRW. L'année dernière, l'observatoire avait souligné que le

navire de la société, Molly Manx, a transporté environ 54 000 tonnes de phosphate pour le compte de la société néo-zélandaise de production d'engrais Ravensdown. L'annonce de LT Ugland est « le dernier d'une série de victoires pour le Front Polisario dans ses efforts visant à protéger les ressources naturelles du peuple sahraoui », a relevé la représentation du front Polisario à Londres. Selon les estimations de WSRW, le commerce illégal du phosphate du Sahara Occidental rapporte plus de 200 millions de dollars chaque année à l'occupant marocain. Le peuple sahraoui, non consentant de cette exploitation ne bénéficie nullement de ces revenus. L'observatoire rapporte également que la compagnie maritime norvégienne, Belships, a exprimé son intention de mettre fin à son implication dans le commerce illégal des ressources du Sahara Occidental. Pour rappel, en décembre 2016, la Cour de justice de l'Union européenne (Cjue) avait rendu public un arrêt dans lequel elle affirmait que les accords

d'association et de libéralisation UE-Maroc ne sont pas applicables au Sahara occidental. L'ONU et l'Union africaine (UA) ne reconnaissent aucune souveraineté du Maroc sur le territoire du Sahara occidental. Selon la résolution 34/37 de 1979 de l'ONU, tout accord relatif au territoire et aux ressources naturelles du Sahara occidental nécessitent obligatoirement le consentement du peuple sahraoui. WSRW avait rapporté le 15 juin, que la Haute Cour de Port Elizabeth en Afrique du Sud a jugé que « la saisie du *Cherry Blossom*, le navire transportant du phosphate marocain bloqué en Afrique du Sud, était légale » et a décidé de la maintenir. Un procès doit avoir lieu pour déterminer qui est le propriétaire de la cargaison, avait souligné l'observatoire. Le navire transportait illégalement plus de 55 000 tonnes de phosphate du Sahara occidental à destination de la Nouvelle-Zélande. Il avait été arraisonné début mai à Port Elizabeth suite à une requête du Front Polisario.

Amel D./APS

Tunisie L'éradication du terrorisme dans ses étapes finales, selon Horchani

LE MINISTRE de la Défense nationale, Farhat Horchani, a déclaré que la Tunisie est arrivée aux étapes finales de l'éradication du terrorisme. Il a ainsi souligné que les succès réalisés par l'institution militaire, notamment lors de la bataille de Ben Guerdène, illustrent la capacité de l'institution à protéger le pays. Farhat Horchani a affirmé que ces succès « émanent de l'esprit militaire fondé sur la loyauté à la patrie ainsi que sur l'efficacité de la formation militaire qui a permis aux soldats d'acquiescer de hautes capacités ». C'est au cours de l'inauguration d'une exposition organisée à l'occasion de la célébration du 61^e anniversaire de la création de l'Armée nationale, que le ministre a rappelé l'importance du rôle des informations de renseignement dans la lutte contre ce fléau. Il par ailleurs tenu à rappeler que ce combat ne concerne pas seulement les forces armées et sécuritaires mais également les citoyens qui doivent être conscients du danger du terrorisme. Rappelons que 168 terroristes ont été abattus depuis 2014 et ce, grâce aux efforts et aux sacrifices des soldats et agents de la sécurité, selon un bilan présenté récemment par le porte-parole de la Défense, Belhassan Oueslati.

R. M.



Pakistan

Le pays ensanglanté par des attentats à l'approche de l'Aïd

■ Des attentats ont ensanglanté le dernier vendredi du mois sacré du ramadhan au Pakistan, faisant au moins 30 morts et des dizaines de blessés, un bilan qui pourrait encore grimper, selon les autorités.

Par Rosa F.

Un premier attentat à la mi-journée a fait au moins 13 morts devant un QG de la police au Baloutchistan, province instable du sud-ouest.

Bien plus au nord, un marché bondé de Parachinar, à la frontière afghane, a été frappé en pleine heure de pointe, alors que les chalandiers s'affairaient à l'approche des festivités de l'Aïd, qui marquent la fin du ramadhan.

Le double attentat dans cette ville majoritairement chiite, capitale de la Zone tribale de Kurram, a fait au moins 13 morts et 124 blessés selon les autorités locales.

Une première explosion a retenti en fin d'après-midi, a indiqué Nasrullah Khan, un haut responsable local.

«Quand les secours se sont précipités sur le site pour aider

les blessés, il y a eu une deuxième explosion», a-t-il précisé.

Le médecin chef du principal hôpital de Parachinar, Sabir Hussain, a indiqué avoir reçu 13 corps et 124 blessés.

Les autorités locales n'ont pas pu préciser le mode opératoire de ce double attentat, qui n'a pas été revendiqué dans l'immédiat.

Le Premier ministre Nawaz Sharif a appelé à un renforcement de la sécurité à travers le pays et condamné un attaque «atroce».

Les marchés de cette ville reculée, proche de la frontière afghane, ont déjà été visés par deux attentats majeurs cette année, qui avaient fait 22 et 24 morts.

Depuis, «les bazars sont protégés par des barrières, et les véhicules n'y sont pas autorisés», a indiqué Sajid Hussain Turi, un élu local propriétaire du marché visé vendredi.



Ph. > D. R.

La zone de Kurram, connue pour les heurts récurrents entre chiites et sunnites, est l'une des sept Zones tribales qui sont gouvernées selon des lois et coutumes spécifiques.

Les musulmans chiites, représentant environ 20% de la population pakistanaise, sont considérés comme des hérétiques par nombre de groupes armés pakistanaïes d'obédience sunnite, qui les prennent régulièrement pour cible.

A Quetta, capitale du Baloutchistan, un attentat visant une voiture de police a été revendiqué à la fois par les jihadistes du groupe État islamique (EI) et par Jamaat-ul-Ahrar, une faction du mouvement taliban pakistanaï.

Les deux organisations ont donné des détails divergents, selon SITE, un centre américain spécialisé dans la surveillance en ligne des mouvances extrémistes. L'EI Province de

Khorasan, la branche du groupe au Pakistan et en Afghanistan, a revendiqué plusieurs attentats ces derniers mois au Baloutchistan, parfois en alliance avec des groupes islamistes locaux, dont le Jamaat-ul-Ahrar.

L'explosion a fait 13 morts et une vingtaine de blessés, a indiqué Fareed Ahmed, médecin en chef de l'hôpital civil.

Parmi les victimes, neuf policiers ont été tués, selon le chef de la police de la ville, Abdul Razzak Cheema.

Cette région riche en ressources naturelles mais marginalisée est stratégique car c'est là que débouche le corridor économique sino-pakistanaï (CPEC), un ambitieux projet de liaison routière, énergétique et de télécommunications ralliant la Chine à la mer d'Arabie via le port en eaux profondes de Gwadar au Baloutchistan. Au cours d'une troisième attaque, des inconnus à moto ont abattu

quatre policiers atterrés dans un restaurant de la grande ville portuaire de Karachi (sud), selon Asif Bughio, un responsable de la police locale.

Le Pakistan est aux prises de longue date avec des groupes armés, notamment dans les zones tribales du nord-ouest, où une myriade de mouvements islamistes armés opéraient en toute impunité jusque récemment, ainsi qu'au Baloutchistan, où, outre les islamistes, les forces de sécurité font face à une insurrection séparatiste.

La sécurité s'est nettement améliorée dans le pays, après une offensive militaire d'envergure lancée, notamment dans les zones tribales, en réaction au pire attentat qu'ait connu le pays, un assaut des talibans contre une école gérée par l'armée à Peshawar. Cette attaque fin 2014 avait fait plus de 150 morts, en majorité des élèves.

R. F.



Points chauds

Partenaire

Par Fouzia Mahmoudi

Les relations entre l'Allemagne et la Turquie non seulement ne semblent pas prêtes à s'embellir mais semblent au contraire se dégrader encore un peu plus ces derniers jours. En effet, le gouvernement allemand a annoncé ce mois-ci le retrait de ses troupes de la base d'Incirlik dans le sud de la Turquie et leur redéploiement en Jordanie en raison des tensions germano-turques croissantes, a fait savoir l'agence allemande DPA. Le Conseil des ministres a approuvé le plan de la ministre de la Défense Ursula von der Leyen, mis sur pied après que la Turquie a interdit aux parlementaires allemands de se rendre sur cette base de l'OTAN où quelque 260 soldats de la Bundeswehr, l'armée allemande, sont déployés dans le cadre de la coalition internationale contre l'organisation djihadiste État islamique (EI) en Syrie et en Irak. En conséquence, l'Allemagne devra suspendre pendant deux mois les vols de ses appareils de reconnaissance Tornado basés à Incirlik, le temps qu'ils soient opérationnels à Azraq en Jordanie, près de la frontière syrienne. Et ce dernier épisode n'est que le dernier d'une longue série qui a assombri les relations autrefois florissantes entre Berlin et Ankara. La décision du retrait allemand intervient après l'échec ce week-end d'une mission de conciliation en Turquie du ministre des Affaires étrangères Sigmar Gabriel. Celui-ci voulait convaincre les autorités turques de laisser des parlementaires allemands visiter la base, ce à quoi le gouvernement turc s'oppose depuis le mois dernier. Ankara a justifié son interdiction en accusant Berlin d'avoir accordé l'asile politique à des ressortissants turcs, dont des militaires, accusés par le président Recep Tayyip Erdogan d'être liés à la tentative de putsch de juillet. Des accusations formulées depuis plusieurs mois et qui continuent de peser sur la relation, autrefois privilégiée entre les deux nations. Surtout, Berlin semble de moins en moins disposée à faire preuve de tolérance face aux excès de langage de son «allié» et laisse de plus en plus apparaître son agacement et son impatience face à ses interlocuteurs turcs. Reste à savoir si ces derniers continueront dans cette voie au risque de perdre un partenaire qui fut toujours bienveillant, ou si en voyant la colère, de moins en moins dissimulée de Berlin face aux excès d'Ankara, les Turcs se montreront moins agressifs et plus ouverts au dialogue.

F. M.

Irak

Au moins trois morts dans un attentat suicide à Mossoul

Des kamikazes se sont fait exploser dans la partie orientale de Mossoul reconquise par l'armée irakienne, faisant trois morts, ont indiqué hier des responsables de sécurité et de la santé.

Les attaques ont visé tard vendredi soir le quartier de Mouthanna alors que les habitants faisaient leurs courses pour les vacances du Fitr, fête marquant la fin du mois de jeûne musulman du ramadhan.

«Le premier kamikaze s'est fait exploser alors qu'il se faisait interpeller par un policier, qui est mort sur le coup», a déclaré un

responsable de la police. Un deuxième assaillant a réussi à s'introduire dans un centre commercial et s'est fait exploser au milieu des civils, tuant au moins deux personnes et blessant neuf, selon le même officier et un secouriste. Un troisième kamikaze a été tué par la police avant de parvenir à déclencher sa veste explosive.

L'attaque n'a pas été revendiquée. Les forces irakiennes ont chassé en janvier les jihadistes du groupe État islamique (EI) de la partie orientale de Mossoul et tentent maintenant de les déloger de leur dernier carré dans

l'ouest de la ville septentrionale.

Deuxième ville d'Irak, Mossoul est le dernier grand bastion urbain de l'EI dans ce pays. Des habitants des quartiers repris aux jihadistes avaient prévenu de la menace des cellules dormantes et souligné que le laxisme des autorités en matière de contrôle avait permis le retour de nombreux partisans de l'EI à la vie civile sans être inquiétés par la justice.

Des voix s'étaient élevés à Mossoul-Est avant les attentats de vendredi soir appelant à bannir les familles des membres de l'EI, entre autres mesures.



En hommage aux musiciens Tarek Hammouche et Djamel Missaoui

«El Djanadia» de Boufarik édite deux nouveaux albums

■ Deux nouveaux albums de musique andalouse, rendant hommage aux musiciens disparus Tarek Hammouche et Djamel Missaoui, ont été édités récemment par l'association «El Djanadia», restituant la tradition algérienne, dans deux conceptions différentes qui mettent en valeur la recherche musicale dans des classiques du genre revisité avec une instrumentation occidentale.

Par Abla Selles

Dans le premier album intitulé «Noubet El Maya, Sahet Letyar» (cri des oiseaux), sorti chez les éditions «Ostowana», l'association «El Djanadia» qui vient d'éditer deux albums en hommage aux musiciens disparus Tarek Hammouche et Djamel Missaoui fait preuve d'une grande maîtrise dans l'exécution d'une série de m'sedder, de n'sraf et de tefricha au qanoun comme au luth.

Cet album, enregistré sous la direction artistique de Mohamed Lamine Bouzar restitué Noubet El Maya avec l'authenticité du genre Sanâa, enrichi par des clins d'œil à d'autres écoles andalouses, notamment la Alaa marocaine dans «Men Houbi Fi Kheir El Ouara».

Pour le second opus, sorti simultanément sous le titre «Les amis de Tarek Hammouche», les musiciens de l'association «El Djanadia» ont fait appel au batteur Hassen Khoulaf, au bassiste Akram Khalef, au guitariste



Amine Hamerouche et à l'accordéoniste Margarita Doulache en plus de trois choristes, revisitant le patrimoine andalou dans la modernité des formes.

Invitée de l'association, la chanteuse Lamia Maâdini, connue sur la scène andalouse, et le soliste de l'association ont formé un duo exceptionnel inter-

prêtant avec beaucoup de grâce et de fluidité des textes du patrimoine andalou sur des rythmes aux mesures irrégulières, alternant entre le hawzi, le aroubi et le châabi.

La touche des musiciens invités de cet enregistrement se décline clairement dans «Ya rosn enaka», un poème présenté

sur le rythme de la valse, soutenu par une distribution instrumentale subtile, où l'accordéon, la guitare et la mandoline évoluent dans la musique sicilienne.

Un détournement par le châabi enveloppé d'arrangements hawzi est également proposé dans des pistes comme «Daâni Ya Nadim», «Lakaytou Habibi», ou encore

«Mahboub El Kalb».

L'instrumentation aux consonances contemporaines de cet album, s'est également enrichie par une cellule baroque comportant des violons, et une clarinette et exécutant par moment, des compositions pour piano.

Même si l'album se contente de sortir de l'andalou vers le hawzi et le châabi sans donner de grande visibilité aux musiciens invités, les chanteurs et musiciens, de formation académique, se sont permis quelques libertés pour empreindre ce dernier opus de fluidité.

Créée en 1985 dans la ville de Boufarik à l'initiative d'un groupe de mélomanes, cette association porte le nom de l'artiste de hawzi et de aroubi Boualem Djenadi (1903-1972), œuvre pour la préservation et la transmission du patrimoine musical andalou.

Plusieurs fois primée lors de festivals nationaux dédiés à ce genre musical, l'association, qui a donné des récitals en France, au Maroc et en Serbie, compte déjà une dizaine d'enregistrements de noubates dans différents modes.

A. S.

Récital prévu pour le huit juillet

La soprano colombienne Monica Danilov en concert à Alger

Dans le cadre des festivités du mois de l'indépendance de la Colombie, un concert sera organisé le 8 juillet à Alger avec Monica Danilov, accompagnée du pianiste Sergei Sychkov.

Coincitant avec le mois de l'indépendance de l'Algérie, l'ambassade de Colombie invite le public algérien à fêter les deux occasions en musique avec un concert ayant pour thème «Guerre et Paix: Le Monde en mouvement». Il sera mené par la mezzo-soprano colombienne Monica Danilov et le pianiste russe Sergei Sychkov.

L'événement aura lieu le samedi 8 juillet à 20h00 à l'auditorium de la Radio algérienne. Une vingtaine de pièces composées par de grands noms de la musique classique et contemporaine retentiront dans l'espace Aïssa-Messaoudi, devant un public d'invités qui pourra retirer les invitations du même endroit. Il est à rappeler que la cantatrice a animé l'année passée un spectacle plein de mélodies et émotion dans cette même salle. Deux parties ont

constitué le programme de cette soirée commémorative : la première réunissant de célèbres pièces de l'époque romantique (du XVIII^e au XX^e siècle) et la deuxième ayant concerné des chansons contemporaines.

Dotée d'une voix pure et mélodieuse, la mezzo soprano Monica Danilov a commencé par interpréter «*Italiana in Algeri*» et «*Cruda Sortel Amor Tiranno*», du grand compositeur italien Gioachino Rossini (1792-1866), avant d'enchaîner par «*Von Ewiger Liebe*», «*Dein Blaues Auge*» et «*Botschaft*», du compositeur allemand Johannes Brahms (1833-1897). Cinq pièces, dont «*Chanson d'Orkney*» et «*Sanglots*», du compositeur français Francis Poulenc (1899-1963) ont éveillé de belles émotions, et de clôturer la première partie avec «*Polichinelle*», de Sergueï Rajmaninov (1873-1943). Livrant une prestation de haute facture, le duo a brillé de technique et de maîtrise, allant de la gaieté et la romance, à la mélancolie et aux tourments, dans des variations modales et autres figures d'harmonisation et

grandes théories qui ont allié le génie créatif à la virtuosité. La cantatrice a ensuite étalé une dizaine de chansons contemporaines, aux rythmes plus légers, exécutées avec brio, permettant le voyage à l'assistance qui a bien apprécié le cocktail russo-colombien. Des valse et des ballades, aux influences de la musique jazz, ont rappelé les atmosphères feutrées des Cotton Clubs de New York, à travers quelques pièces de William Bolcom (Contemporain, né en 1938), comme Cabaret Songs ou Song of Black Max, et l'icône de la chanson française des années 1940, Edith Piaf (1915-1963). Les pièces «*Mon Dieu, Non*», «*Je ne regrette rien*», «*Hymne à l'amour*» et «*La Vie en rose*» ont procuré un pur bonheur au public qui a chanté en chœur avec la cantatrice.

Sergey Sychkov, au charisme artistique imposant, a particulièrement séduit l'assistance avec une qualité d'interprétation époustouflante, faisant montre de toute l'étendue de son talent de virtuose.

L. B.

Les Vieilles Canailles

Johnny Hallyday sous surveillance médicale

Alors que la tournée des Vieilles Canailles bat son plein, «*Le Parisien*» révèle que si officiellement Johnny Hallyday tient le choc, officieusement c'est une autre histoire. «*Il n'était pas bien le premier soir à Lille. Mais c'est normal il avait fait une séance de chimiothérapie deux jours avant. Il poursuit son traitement, un médecin l'accompagne en permanence*», vient de confier un membre de l'équipe de Johnny

Hallyday à nos confrères du «*Parisien*». Des nouvelles peu rassurantes qu'un ami proche du rockeur a tenu à contextualiser : «*Il n'a pas eu le temps de se remettre du décalage horaire en arrivant de Los Angeles. Il a tout de suite enchaîné avec les répétitions du spectacle*». À cela s'ajoute l'air trop chaud qui vient d'envahir la France et qui n'a pas permis au chanteur, atteint d'un cancer du poumon, de souffler

un peu : «*Les soirs de canicule, le chanteur doit s'éclipser régulièrement en coulisses pour prendre de l'oxygène, son jet est prêt à décoller en cas d'urgence*», écrit le «*Parisien*». Au journal d'expliquer également que côté communication, de nombreux verrous sont fermés, «*les interviews prévues avec les médias partenaires du spectacle sont suspendues, la communication verrouillée, les gros plans des*

photographes retoqués par la production».

Des informations qui contrastent avec la communication faite par Laetitia Hallyday sur Instagram où le chanteur apparaît tout souriant. De courtes séquences vidéo promises à rassurer les fans? Lesquels malgré le coût conséquent des places de la tournée des Vieilles Canailles répondent présents.

R. C.

Rendez-vous culturels

Galerie des Ateliers Bouffée d'Art (résidence Sahraoui, Ben Aknoun, Alger)

Jusqu'au 29 juin :

Exposition-vente collective d'art figuratif, avec les artistes H'ssien, Youcef Hafid, Djazia Cherih, Saïda Madi, Bara, Hassiba Hafiz, Djamia ainsi que le céramiste Mohamed Belaid. Institut français d'Alger (Alger-Centre).

Jusqu'au 27 juillet :

Exposition de photographies «Entre ciel et mer» de Noël Fantoni.

Musée National d'Art Moderne et Contemporain d'Alger (MAMA)

Jusqu'au 13 juillet :

Exposition photo intitulée Ikbal/Arrivées : «Pour une nouvelle photographie algérienne».

Théâtre de verdure Laadi-Flici

Jusqu'au 24 juin :

2^e édition des nuits du cinéma.

Musée Ahmed-Zabana (Oran)

Jusqu'au 30 juin :

Exposition numismatique intitulée «La monnaie numide algérienne».

Auditorium de la Radio algérienne

08 juillet :

Dans le cadre des festivités du mois de l'indépendance de la Colombie, un concert sera organisé par Monica Danilov, accompagnée du pianiste Sergei Sychkov.



Coup-franc direct

Comment alimenter la «fitna» !

Par Mahfoud M.

Le résultat de la décision catastrophique prise par les responsables de la balle ronde nationale et la FAF de faire jouer les deux demi-finales de la Coupe d'Algérie dans de petits stades à Alger ne sait pas fait attendre. Ainsi, le choc qui devait se jouer hier entre deux formations ayant une grande histoire avec Dame Coupe, le MCA et l'ESS, s'est joué sur une grosse tension, en raison du nombre réduit de places réservées aux fans sétifiens. La direction du Mouloudia a réservé seulement 300 places aux supporters de l'ESS dans le petit stade de Bologhine, ce qui a soulevé le courroux du président Hamar qui a déclaré que sera désormais «œil pour œil» et que lui aussi réservera le même nombre de places aux supporters du Doyen la saison prochaine lors de leur déplacement à Sétif pour le match du championnat. Le premier responsable des Noir et Blanc estime que cela est tout à fait normal étant donné que le président du MCA a fait dans la provocation avec cette décision. Voilà donc comment la FAF a alimenté la «fitna» entre les deux formations alors que si le match s'était joué au stade du 5-Juillet, on n'aurait pas assisté à ce genre de problèmes. Comment s'attendre à ce que l'organisation soit parfaite quand on joue dans de petites enceintes ? Il est clair que les responsables de la FAF doivent revoir leur copie et ne pas tomber dans ce genre de piège.

M. M.

Andlerlecht

Hanni revalorisé par ses dirigeants



ANDERLECHT, PENSIONNAIRE de la première division belge de football, et l'attaquant international algérien Sofiane Hanni ont trouvé un accord portant sur une revalorisation salariale assortie d'une prolongation de contrat d'une saison soit jusqu'en 2021, rapporte le quotidien belge *La dernière heure*.

Hanni (26 ans) qui disposait jusqu'ici d'un des petits salaires du club, va intégrer désormais le top 5 des salaires de l'équipe alors que le manager du club Herman Van Holsbeeck a fixé sa clause libératoire à 25 millions d'euros, «autrement dit un montant astronomique pour faire fuir les éventuels prétendants», souligne la même source. Transféré l'été dernier en provenance du FC Malines pour 2 millions d'euros, Hanni a terminé la saison en tête des meilleurs passeurs avec 14 passes décisives. Le joueur avait signé son premier contrat professionnel avec le FC Nantes (Ligue 1/France) en 2008.

Mondial de handball (U-21)/ infrastructures

Ould Ali souhaite l'accélération des travaux à Harcha

LE MINISTRE de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, a rassuré vendredi quant à la disponibilité de la Coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf pour abriter des matchs du championnat du monde de handball des moins de 21 ans (U-21) prévu à Alger (18-31 juillet 2017), tout en appelant à accélérer les travaux à la salle Harcha-Hacène, l'autre enceinte retenue pour ce rendez-vous mondial, pour être prête «au plus tard le 10 juillet». «Franchement, je suis satisfait de l'avancée des préparatifs à la Coupole qui est pratiquement prête pour abriter les rencontres du mondial. Un grand travail a été effectué dans cette enceinte au moment adéquat. Concernant la salle Harcha-Hacène, j'ai donné des instructions aux services techniques pour accélérer les travaux car je ne suis nullement content des préparatifs. Tout le monde doit être mobilisé pour réussir l'organisation de cet événement», a affirmé le premier responsable du département

ministériel lors d'un point de presse tenu au stade du 5-Juillet, au terme d'une visite d'inspection aux deux salles. Les organisateurs ont retenu également six salles réservées aux entraînements des pays participants : El-Biar, Bordj El-Kiffan, Ain Bénian, Chéraga, la salle de la Protection civile et Baraki. «Nous avons consacré 46 milliards de centimes pour la remise à niveau des deux salles principales en plus de celles réservées aux entraînements qui ne sont pas toutes prêtes. Les six enceintes devront offrir aux 24 nations participantes les meilleures conditions d'entraînement», a-t-il ajouté. Le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) a procédé à l'installation d'une commission d'organisation chargée du suivi de l'événement sur tous les plans afin de permettre aux délégations des différentes équipes au nombre total de 600 personnes d'être dans de bonnes conditions. «Le ministère a installé cette commission pour une meilleure organisation de l'événement.

La Fédération algérienne de handball (FAHB) a reçu à trois reprises la visite d'experts dépêchés par l'IHF afin de donner des instructions, de quoi permettre à l'Algérie d'organiser un mondial aux standards internationaux», a souligné M. Ould Ali.

«Le conflit entre les fédérations et le COA est interne»

Le conflit opposant des fédérations sportives nationales et le Comité olympique et sportif algérien (COA) est «interne», a souligné vendredi le ministre de la Jeunesse et des Sports El Hadi Ould Ali, assurant que son département n'avait «aucune relation» avec ces «perturbations». Des fédérations contestent la réélection de Mustapha Berraf à la tête du COA pour le mandat quadriennal 2017-2020, estimant que l'AG électorale ne s'était pas déroulée dans la transparence. «Il s'agit d'un conflit interne entre le Comité

Equipe nationale

Alcaraz suit le Cameroun et prépare la Zambie

Le sélectionneur national, l'Espagnol Lucas Alcaraz, a supervisé dernièrement l'un des prochains adversaires de la sélection nationale en éliminatoires du Mondial 2018, à savoir le Cameroun, qui dispute actuellement la Coupe des Confédérations en Russie.

Par Mahfoud M.

Le coach des Verts a eu à voir avec une grande attention les prouesses des poulains de Broos qui ont terminé le match face au Chili avec un nul flatteur, même qu'ils auraient pu l'emporter au vu des occasions franches qu'ils ont ratées. Il est vrai que le match face au Cameroun est encore loin, mais le technicien andalou souhaitait avoir une idée assez claire sur cette sélection qu'on affrontera prochainement. Cela prouve qu'il ne veut pas travailler dans le flou et qu'il aimerait obtenir un maximum d'informations sur les adversaires des Verts. Par ailleurs, Alcaraz est plus concentré sur la double confrontation qui attend la sélection face à la Zambie au mois de septembre prochain. A ce sujet, on croit savoir qu'il a pu obtenir des vidéos sur le dernier match de cette équipe face à Madagascar et ce, pour prendre note sur les points forts et faibles des Chipolopolo, sachant qu'il ne veut pas aller à l'aveuglette,



Le technicien espagnol continue son travail

croquant encore en les chances des Verts de passer au Mondial même s'il sait que ce ne sera pas facile après les débuts ratés de l'EN qui s'était fait accrochée par les Lions indomptables du Cameroun avant de chuter lourdement à Lagos devant les Aigles du Nigeria. L'Espagnol qui a maintenant sa petite idée sur les capacités de tous ses joueurs, compte faire le nécessaire pour mettre la sélection sur

les rails et essayer de bien préparer les prochains rendez-vous des Verts qui ont, selon lui, les capacités de faire bonne figure dans n'importe quelle compétition qu'ils aborderont. Pour ce qui est du prochain stage de la sélection qui aura lieu en août, il ne faudra pas s'attendre à de nombreux changements surtout qu'il a constitué maintenant un noyau avec lequel il continuera à travailler.

M. M.

Naples

Oui à Ounas, mais pas à n'importe quel prix !

Le club italien FC Naples, troisième de la Serie A italienne de football saison (2016-2017), n'est pas «pressé» de dépenser «facilement» la somme de 15 million d'euros, réclamée par la direction des Girondins de Bordeaux afin de libérer son attaquant algérien Adam Ounas, selon la presse italienne. Le directeur sportif napolitain

Cristiano Giuntoli a confirmé l'intérêt de son club pour l'international algérien, tout en fixant ses conditions : «Nous prenons notre temps. On ne subit rien. Nous allons y aller à notre propre rythme». Naples a des dossiers plus urgents à régler avant de finaliser Ounas, toujours selon le média transalpin. Agé de 20 ans, le néo-international algérien est

actuellement sous contrat jusqu'en 2021 avec Bordeaux. En manque de temps de jeu en Gironde, le joueur n'est pas contre un départ de son club formateur, précisent les mêmes sources. Il a été utilisé 26 fois cette saison dont 11 comme titulaire, inscrivant 3 buts et délévrant 2 passes décisives.

olympique et les 36 fédérations qui sont en train de prendre leurs décisions en toute liberté, vu les conditions dans lesquelles a été organisée l'AGE. Les présidents des fédérations ont été élus et ils sont libres d'entamer les actions qu'ils jugent nécessaires», a déclaré M. Ould Ali lors d'un point de presse à l'issue d'une tournée aux salles qui abriteront les matchs du Mondial de handball U21 prévu le mois de juillet prochain à Alger. Le Comité international olympique (CIO) avait réagi en appelant l'ensemble des fédérations sportives algériennes, le COA et les autorités sportives algériennes à restaurer un climat «de confiance et de respect mutuel» dans le seul intérêt du sport et des athlètes algériens, conformément à la Charte olympique. Quatre présidents de fédération avaient demandé une audience «particulièr» au patron du CIO, Tomas Bach, afin de lui rapporter ce qu'ils ont qualifié de «violation des règlements» lors de l'assemblée générale électorale. Le CIO a

affirmé par la suite «ne pas reconnaître une quelconque légitimité à un collectif de fédérations autoproclamé agissant en dehors de toute institution/structure sportive dûment établie et reconnue», constatant que cette «démarche intervient a posteriori» et a confirmé sa «position initiale» par rapport à l'élection de Berraf à la tête du COA, vu l'absence «de preuves significatives tangibles». Le ministre souhaite que l'instance mondiale ouvre la porte aux fédérations pour leur permettre d'apporter des précisions et des informations sur le déroulement des élections. «Nous ne pouvons pas imaginer un Comité olympique sans fédérations, pour cela nous demandons au CIO de les écouter. Le ministère a une bonne relation avec l'instance olympique mondiale et a reçu les fédérations suite à leur demande. Nous sommes en train de suivre l'évolution des choses et le ministère n'a rien à avoir dans ce qui se passe», a encore dit Ould Ali.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Fonctions exigeant la nationalité algérienne exclusive

Le modèle de déclaration sur l'honneur défini

UN DÉCRET exécutif fixant le modèle de déclaration sur l'honneur attestant de la jouissance de la nationalité algérienne exclusive, relatif à l'accès aux hautes fonctions de l'Etat et aux fonctions politiques et militaires, a été publié dans le dernier numéro du «Journal officiel».

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n° 17-01 du Rabie Ethani 1438 correspondant au 10 janvier 2017, susvisée, ce présent décret a pour objectif de fixer le modèle de déclaration sur l'honneur attestant de la jouissance de la nationalité algérienne exclusive.

La déclaration sur l'honneur attestant de la jouissance de la personnalité algérienne exclusive est déposée par les personnes prévues à l'article 2 de cette loi, auprès du premier président de la Cour suprême.

Elle est établie en deux exemplaires, conformément au modèle annexé au présent décret. Un exemplaire portant le sceau de la Cour suprême et récépissé de dépôt sont remis au concer-

né.

La loi définissant les hautes responsabilités de l'Etat et les fonctions dont la nature sensible exige la jouissance exclusive de la nationalité algérienne fixe une liste d'une quinzaine de fonctions inhérentes à des responsabilités politiques, militaires et civiles, à savoir, président du Conseil de la nation, président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Premier ministre, président du Conseil constitutionnel, membres du gouvernement, secrétaire général du gouvernement, Premier président de la Cour suprême, président du Conseil de l'Etat, gouverneur de la Banque d'Algérie, responsables des corps de sécurité, président de la Haute instance indépendante de surveillance des élections, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, commandants des forces armées, commandants des Régions militaires, et toute haute responsabilité militaire fixée par voie de règlement. K. L.

Le gouvernement présentera des projets au Parlement

Révision des Codes de la commune et de la wilaya

LE PREMIER ministre, Abdelmadjid Tebboune, a fait état vendredi soir à Alger de projets de révision des Codes de la commune et de la wilaya que le gouvernement présentera au Parlement pour «la consolidation de la démocratie locale à travers une meilleure définition des prérogatives entre l'Etat et les Collectivités locales».

«Afin d'élargir les prérogatives et le champ d'intervention des Assemblées locales élues notamment en matière de développement, le gouvernement présentera des projets de révision des Codes de la commune et de la wilaya pour la consolidation de la démocratie locale à travers une meilleure définition des prérogatives entre l'Etat et les Collectivités locales», a indiqué

M. Tebboune dans ses réponses aux députés de l'Assemblée populaire nationale lors de la séance consacrée au vote du plan d'action du gouvernement.

Concernant l'élargissement des wilayas déléguées, le Premier ministre a affirmé que son gouvernement «adoptera à ce sujet une approche intégrée prenant en compte les facteurs démographiques et économiques» et que «les Hauts Plateaux seront la prochaine étape de ce processus», ajoutant que «c'est au Parlement que revient la promotion des wilayas déléguées du Sud en wilayas», souhaitant voir «cela se réaliser avant la fin de l'année».

H. N.

Espagne

Plus de 200 migrants secourus par les services de sauvetage en mer

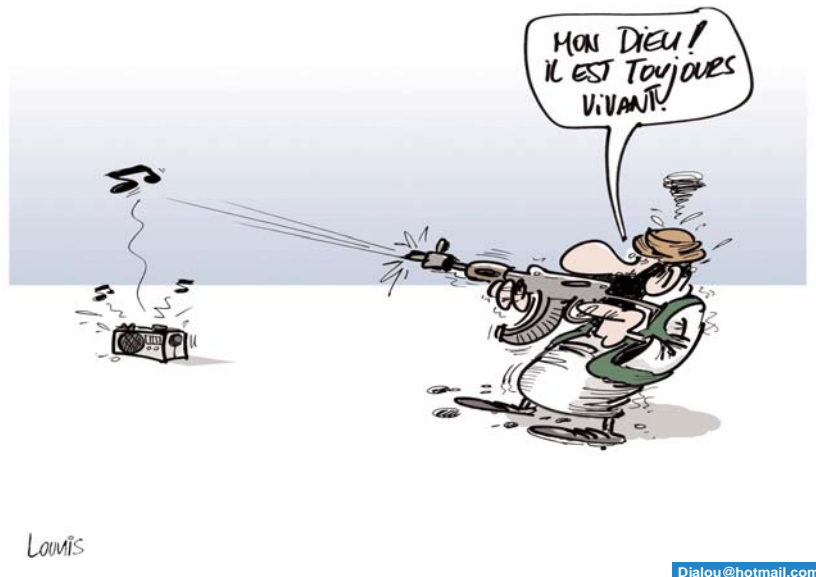
LES SERVICES de sauvetage en mer espagnols ont recueilli, durant la seule journée de samedi, 224 migrants qui tentaient de gagner l'Espagne à bord de cinq embarcations de fortune.

«Ce sont au total 224 migrants qui ont été secourus ce samedi» depuis minuit heures locale, «dans le détroit de Gibraltar et en mer d'Alboran», a indiqué un porte-parole de la Société étatique de sauvetage et sécurité maritime, Salvamento Marítimo, à Madrid, cité par l'AFP.

Le premier sauvetage a eu lieu en pleine nuit, dans le détroit de Gibraltar, selon l'établissement public.

Un bateau et un hélicoptère sont intervenus pour porter secours aux personnes massées dans trois embarcations différentes, chargées de 66, 77 et neuf migrants. Plus tard, dans la mer d'Alboran, une autre embarcation a été repérée par un avion de l'agence européenne Frontex et 72 personnes ont été secourues, selon la même source. R. M.

19 ans après l'assassinat de Matoub Lounès



Djalou@hotmail.com

Meurtre de Ridane (Bouira)

L'assassin serait le neveu de la victime

■ L'auteur présumé du crime commis le 18 juin à Douar Zmala relevant de la commune enclavée de Ridane (sud-ouest de Bouira), dont la victime est une femme âgée de 33 ans, ne serait autre que le neveu de celle-ci, a fait savoir samedi le chef du groupement de la Gendarmerie nationale, le lieutenant-colonel Mahdjoub Areibi Kamel.

Par Slim O.

L'auteur présumé est un jeune de 19 ans, neveu de la victime qu'il a tuée à l'aide d'un arrache-clou en lui assénant des coups mortels sur la tête, a précisé le lieutenant colonel Mahdjoub Areibi, lors d'une conférence de presse tenue au siège du groupement de la Gendarmerie nationale de

Bouira.

D'après les détails fournis par le même responsable, le criminel s'était introduit à l'intérieur du domicile de la victime pour tenter de voler ses biens (bijoux et argent) avant d'être surpris par la femme de son oncle à qui il s'en prend en la ligotant avant de la tuer à l'aide d'un arrache-clou, avant de transporter le corps vers un endroit isolé, pas loin de sa maison.

Après investigation, les services de la Gendarmerie nationale ont pu découvrir facilement le présumé meurtrier qui a été arrêté en un «temps record», a expliqué à la presse le chef du Groupement, précisant que le présumé auteur a été présenté au procureur de la République qui a ordonné sa mise sous mandat de dépôt.

S. O./APS

Skikda

Un terroriste se rend aux autorités militaires

Un terroriste, en possession d'un pistolet mitrailleur de type kalachnikov avec trois chargeurs garnis, s'est rendu vendredi aux autorités militaires de Skikda, indique samedi un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la lutte anti-

terroriste et grâce aux efforts des forces de l'Armée nationale populaire, le terroriste dénommé J. Bacem, alias Raafa Abou Khaithama, s'est rendu, le 23 juin 2017, aux autorités militaires de Skikda, en possession d'un pistolet mitrailleur de type kalachnikov et trois chargeurs garnis»,

précise-t-on de même source.

Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des éléments des gardes-frontières «ont saisi 188 kilogrammes de kif traité à Tlemcen».

R. N.

Animation

L'humoriste Taher Safir clôture Mila week-end comédie

La soirée de clôture de la manifestation «Mila week-end comédie» a été animée vendredi soir à la maison de la culture Mbarek-Ei Mili par l'artiste

humoriste Taher Safir offrant des moments de détente et de rire au public nombreux.

Le show présenté par l'artiste originaire de Biskra a été «captivant» selon les spectateurs qui ont mis en avant le sens de subtilité maîtrisé par le comédien qui a mis tout son talent pour brocarder la société, et certains comportements, fléaux sociaux et les relations entre l'homme et la femme.

A l'issue du show qui a duré environ une heure, l'artiste Safir qui a salué le public a évoqué le rôle des associations dans le renouveau culturel. La quatrième et dernière soirée de cette manifestation organisée à l'initiative de l'association «El Masrah El Hor (Milev 86)» dans

le cadre des soirées du ramadhan de la ville, a été également marquée par des sketches animés par Hakim Dekkar et Bessam.

Des artistes, journalistes et autres personnalités ayant participé à la réussite de cette édition ont été honorés à la clôture de cette manifestation qui a eu lieu parallèlement avec un programme d'animation diversifié concocté à l'occasion du mois sacré du ramadhan à la maison de la culture de la ville.

Le président de l'association «El Masrah El Hor (Milev 86)» a annoncé à l'APS l'organisation d'une caravane culturelle diversifiée à l'occasion de la saison estivale. Racim C.